

Mairie  
5 place de la Foucaudière  
SAINT-SAUVEUR  
86100 SENILLÉ-SAINT-SAUVEUR  
Tél : 05 49 23 03 77

## Règlement de la consultation MARCHÉ PUBLIC

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.

### **Fourniture de repas, conditionnement et livraison en liaison froide, pour la restauration scolaire du RPI de Senillé St- Sauveur et du Centre de Loisirs**

**Mairie de Senillé-St-Sauveur  
5, place de la Foucaudière  
86100 SENILLÉ ST-SAUVEUR  
Tél : 05 49 23 03 77  
Mél : [mairie@senille-st-sauveur.fr](mailto:mairie@senille-st-sauveur.fr)**

**Marché N° 2024-001**

**Date limite de réception des offres :**

**Le vendredi 07 juin 2024 à 12h00**

## **Article 1 : Identification de l'acheteur public**

Mairie de Senillé St-Sauveur  
5, Place de la Foucaudière  
86100 SENILLÉ ST-SAUVEUR

## **Article 2 : Objet du marché**

La présente consultation concerne la fourniture de repas, le conditionnement et la livraison en liaison froide, pour la restauration scolaire du RPI Senillé-St-Sauveur et du Centre de Loisirs. Les candidats devront se conformer aux besoins exprimés dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

**Montant maximum : 60 000 € HT par an soit 180 000 € HT pour 3 ans.**

## **Article 3 : Caractéristiques du marché**

### ***Procédure suivie***

Le présent marché est lancé en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique selon une procédure adaptée.

### ***Allotissement***

Les prestations demandées font l'objet d'un marché unique non alloti.

### ***Variantes***

Des variantes à l'initiative du candidat portant sur des solutions au moins équivalentes aux besoins exprimés dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) sont autorisées.

Le jugement des offres, y compris les variantes proposées par le candidat, sera fondé sur les critères précisés dans le règlement de la consultation (RC).

## **Article 4 : Durée du marché**

Le marché commence à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit chaque année pour la même durée sur une période de 2 ans au maximum. La durée totale du marché ne pourra excéder 3 ans.

## **• Article 5 : Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le dossier de consultation contient :

- Le règlement de consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Tableau récapitulatif de l'offre

## **Article 6 : Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## **Article 7 : Négociation**

L'acheteur public se réserve la possibilité de négocier avec les deux candidats ayant présenté la meilleure offre.

L'acheteur public se réserve également le droit de ne pas procéder à une négociation si elle la juge inutile.

## **Article 8 : Remise des offres**

### ***Date de remise des offres***

La date limite de réception des offres est fixée au plus tard **le lundi 07 juin 2024 à 12h00.**

### ***Présentation des offres***

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. La monnaie est l'euro.

### ***Contenu des offres***

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

### **Pour sa candidature :**

1. Une lettre de candidature
2. Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.
3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires.
4. Une liste des principales prestations en lien avec l'objet du marché effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
5. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.
6. La déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir au titre de l'article L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.
7. La déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés disponibles gratuitement via le lien suivant :**

**<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>**

### **Pour son offre :**

- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'offre technique et financière

**Le candidat est autorisé à ajouter toute pièce qu'il jugera nécessaire pour compléter son offre.**

**Conditions de remise des offres :**

En vertu de l'article R.2332-1 et suivants du Code de la commande publique, **les candidats ont l'obligation de déposer leur candidature et leur offre en ligne par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur**, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

L'accès aux documents de la consultation n'est pas soumis à une identification préalable des opérateurs économiques. Les candidats sont cependant invités à fournir une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications éventuelles apportées au dossier de consultation du pouvoir adjudicateur. A défaut, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens et notamment au moyen d'une consultation régulière du profil acheteur, les informations communiquées.

**Article 9 : Critères de sélection des offres**

Au regard des offres remises, la Commission d'appel d'offres choisira l'offre du mieux-disant en fonction des critères énoncés ci-dessous :

<b>Libellé</b>	<b>%</b>
Qualité et traçabilité des produits Variété des menus (20 pts) ; Adaptabilité besoins spécifiques (5 pts) ; Menus à thèmes périodiques (5 pts) ; Produits bio et/ou en approvisionnement direct de produits de l'agriculture dans les ingrédients (circuit court)(15 pts)	<b>45 %</b>
Prix	<b>35 %</b>
Qualité environnementale de la prestation (transport, emballages, conditionnement...) Transport (4 pts) ; Recyclage emballage (3 pts) ; Conditionnement (3 pts) Produits à faible impact environnemental (3pts)	<b>13 %</b>
Possibilité de prêt de matériel ou de remplacement de personnel (2 pts) ; Mise à disposition d'un stock tampon (5pts)	<b>7 %</b>

Le classement des offres s'effectuera au regard de ces critères pondérés. La note obtenue sera exprimée sur 100 points.

L'analyse des offres sera réalisée selon les critères d'attribution susmentionnés et portera sur la configuration type décrite dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 10 : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous **renseignements complémentaires** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres une demande écrite.

Il est demandé aux candidats de privilégier l'envoi de leur(s) question(s) directement via la plateforme marchés publics: [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

Procédez de la façon suivante : Dans l'onglet« RECHERCHE DE CONSULTATIONS », recherchez la consultation concernée. En regard de la consultation considérée, cliquez sur « Questions/Réponses ». Enfin, cliquez sur« Poser une question au Pouvoir Adjudicateur » ou sur «télécharger les questions/réponses» en fonction de la situation.

Une réponse sera alors adressée par voie dématérialisée, via la plateforme, à tous les candidats ayant été destinataires du dossier et ce avant la date de remise.

### **Voies et délais de recours**

- Référé pré contractuel : délai de recours pouvant être exercé dès le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché (L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative).
- Recours contractuel : jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du marché public conformément à l'arrêt du Conseil d'État du 4 avril 2014 "Tarn et Garonne": 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant son attribution, pouvant être assorti d'une demande de suspension de l'exécution du marché (article L 521-1 du code de justice administrative).